

INTELL-ECHO

Vol. 2, n°3, Mars 2015

Vol. 2, n°3 March 2015



**L'OBSERVATOIRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE
POUR LA COOPERATION RÉGIONALE ENTRE
LE CANADA ATLANTIQUE ET SAINT-PIERRE ET MIQUELON**

Français p : 1

**THE ECONOMIC INFORMATION OBSERVATORY
FOR REGIONAL COOPERATION BETWEEN
ATLANTIC CANADA AND SAINT-PIERRE AND MIQUELON**

English p : 5

La normalisation

Standardization





Intell-Écho

Bulletin d'information thématique
Vol. 2, n° 2, 2015, ISSN 2272-0219



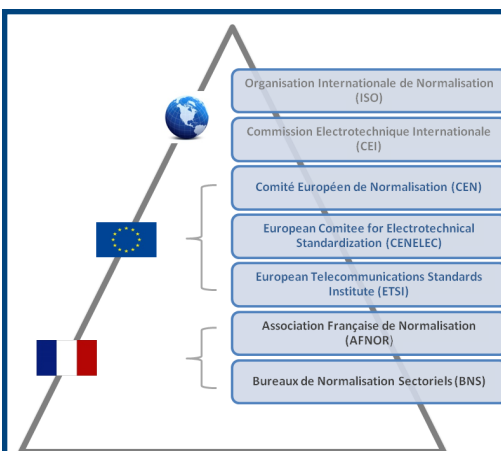
A la recherche d'opportunités d'affaires dans la région? La CACIMA et la CCFC-RA peuvent faciliter vos démarches d'exploration et de partenariat (voir coordonnées en p.4)

Dans ce numéro :

Bon à savoir 2

Parole d'expert 3

La Normalisation



Une norme homologuée française porte l'identifiant **NF**. (à ne pas confondre avec la marque NF, cf. p.4).

Une norme en voie d'homologation est qualifiée d'expérimentale et **porte l'inscription XP** (pendant 5 ans au maximum).

Une norme n'est pas obligatoire. C'est un référentiel qui traduit l'engagement **volontaire** des entreprises qui l'appliquent dans la satisfaction d'un niveau de qualité et de sécurité reconnu et approuvé.

Cependant, environ **1%** d'entre elles sont rendues **obligatoires** par un **texte réglementaire ou décret de loi**.

90% c'est la part des **normes volontaires françaises** qui sont **issues du système de normalisation mondial (CEN/ISO)**.

Sources : AFNOR

Standard VS. Norme.

Le Standard

Élaboré entre des industriels au sein de consortiums ou d'associations professionnelles.

La Norme

Élaborée par des organismes nationaux et internationaux officiellement agréés par un ou plusieurs états.

La différence est cependant faible et les anglo-saxons utilisent le terme «standard» pour désigner une norme

En France la normalisation est régie par le décret 84-74 du 26 janvier 1984 et 93-1235 du 15 novembre 1993. La compétence a été **confiée à l'AFNOR** et subdivisée entre les **bureaux de normalisation sectoriels (cf. p.4)**.

L'AFNOR est membre à part entière du CEN et de l'ISO. Elle est **tenue de transposer les normes EN** (élaborées par le CEN) et de retirer de sa collection les normes sur le même sujet. **Pour l'ISO la transposition se fait au cas par cas.**

Règlements, directives et normes

Les produits et services fournis en France sont **tenus de respecter la réglementation et les lois françaises**. Une réglementation peut faire référence à une norme pour en satisfaire les exigences. Le fait de citer la norme ne la rend pas obligatoire mais le respect de la norme donne simplement **présomption de conformité à la réglementation**.

Les **directives européennes** sont prises par l'UE et fixent des objectifs à atteindre aux états membres. Elles deviennent **obligatoires** seulement lorsqu'elles ont été **retranscrites en droit national**.

Dans les deux cas, la grande majorité des textes qui fixent des exigences en matière de sécurité, de santé et d'environnement fait référence à des normes.

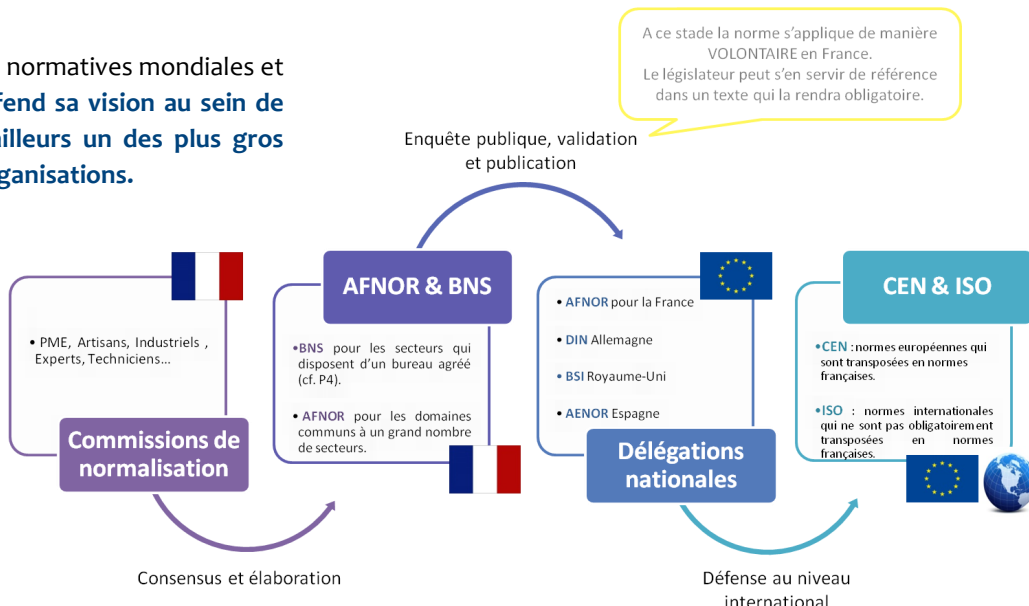
L'application des normes facilite donc le respect d'éventuels textes nationaux et directives futurs.

Bon à savoir

Les processus de normalisation

En tant que membre des institutions normatives mondiales et de l'UE, la délégation française **défend sa vision au sein de l'ISO et du CEN. La France est d'ailleurs un des plus gros contributeurs aux travaux de ces organisations.**

C'est d'autant plus important qu'aujourd'hui, **la normalisation est surtout européenne** : sur 10 normes nouvelles, 8 sont élaborées par le Comité Européen de normalisation (CEN), une est française (AFNOR) et une est internationale (ISO).



La certification

Les certifications permettent d'établir par rapport à des exigences spécifiées (dont les normes) **la conformité de produits/services** (agriculture biologique, label rouge, NF...), de systèmes de management (ISO 9001, ISO 14001...), de personnels (auditeurs, diagnostiqueurs immobiliers...). Ces certifications sont uniquement assurées par des **organismes de contrôle accrédités**. En France c'est le **Comité Français d'Accréditation (COFRAC)** qui accrédite et contrôle les organismes de certification, d'inspection, les laboratoires d'analyses et de tests ou

d'essais. L'accréditation n'est valable que pour un domaine de compétence spécifique. **Vous pouvez effectuer une recherche dans la liste des organismes accrédités sur la page dédiée du site du COFRAC :**

http://www.cofrac.fr/fr/easysearch/index_advanced.php

! *La conformité aux normes volontaires peut faire l'objet d'une déclaration du fournisseur sous sa seule responsabilité. Il s'engage alors sur la qualité de sa production, de ses prestations ou de son organisation.*

Source : COFRAC/AFNOR

Normalisation et certification dans l'AECG

L'AECG vise à ce que les règlements techniques, les normes et les procédures d'essai et de certification des produits **ne créent pas d'obstacles non nécessaires au commerce**. Pour ce faire, il prévoit, notamment :

- Les étapes à suivre pour faire reconnaître **l'équivalence des règlements techniques**.
- Des mécanismes de transparence relatifs à l'élaboration des normes, aux réglementations techniques et aux procédures d'essai et de certification des produits.
- La création d'un comité ayant pour mandat de soulever les problématiques commerciales et de les résoudre rapidement.
- L'élaboration d'un **nouveau cadre permettant la reconnaissance des organismes de certification** des produits pour des secteurs dont le marquage CE est nécessaire.

Par conséquent, **les entreprises canadiennes pourront mettre à l'essai et faire certifier leurs produits au Canada, selon les exigences européennes**. Un fabricant pourra ainsi choisir parmi un plus grand nombre d'organismes situés plus près de ses lieux de production. **Les délais seront réduits et les coûts diminués**. Ce mécanisme représentera un avantage pour les entreprises canadiennes qui souhaitent accéder au marché européen. L'objectif est de réduire les barrières réglementaires résultant des normes en vigueur et de favoriser la convergence autour de standards communs (standards internationalement reconnus). **L'accord doit permettre de parvenir à un bon fonctionnement des deux systèmes ainsi qu'à des mesures de coopération permettant aux entreprises d'éviter de dupliquer des démarches.**

Sources : Direction Générale du Trésor; Ministère de l'Economie, de l'Innovation et des Exportations du Québec

Parole d'expert



Echange avec **Monsieur Alain Khemili, Responsable Département [3i] : Innovation, Industrie, Intelligence Economique à CCI France.**

Les normes et processus de certification sont souvent considérés comme un frein par les entreprises qui envisagent de se lancer à l'international? Est-ce réellement le cas?

Bien au contraire. Les normes sont des documents publics, accessibles à tous qui fixent les règles du jeu élaborées consensuellement par les parties (fournisseurs, utilisateurs, pouvoirs publics, consommateurs, ...). Ainsi, elles définissent précisément la terminologie dans un secteur, les spécifications techniques des produits, des procédés et des services, les conditions d'interopérabilité des systèmes, ... autant d'éléments qui vont faciliter les échanges et la compréhension réciproque entre un fournisseur et son client. Le processus d'harmonisation technique engendré par la normalisation internationale va également lever les barrières techniques et in fine commerciales. Le cas européen est emblématique : le processus de normalisation européen tend à remplacer 28 normes nationales par une norme européenne unique. On peut imaginer la simplification pour les entreprises.

La certification, qui ne s'applique qu'à une très petite partie des normes, est un gage de confiance pour les utilisateurs et pour les consommateurs. Elle permet qu'une tierce partie neutre et indépendante (le certificateur) atteste de la conformité d'un produit, d'un service ou d'un système à une référence acceptée. Dans des appels d'offres internationaux, le fait d'être certifié par rapport à une norme ISO est souvent un pré-requis demandé par les maîtres d'œuvre.



Auriez-vous des exemples concrets qui illustrent les avantages que procure le respect des normes volontaires dans l'accès aux marchés européens pour des entreprises étrangères?

Dans le champ des directives européennes dites « nouvelle approche », la réglementation européenne fixe, sous forme « d'exigences essentielles » obligatoires, les objectifs à atteindre pour assurer la sécurité et la santé des personnes ou la protection de l'environnement, elle fixe des obligations de résultats. Elle renvoie ensuite aux normes pour préciser les solutions permettant d'atteindre ces objectifs. Pour les fabricants étrangers, le respect de ces normes donne « présomption de conformité » à la réglementation européenne et permet d'apposer le marquage CE sur les produits. Les directives « nouvelles approches » couvrent un spectre très large puisqu'elles concernent la compatibilité électromagnétique des produits, le matériel électrique basse tension, les produits de construction, les équipements de protection individuelle, les dispositifs médicaux, les équipements sous pression, les machines, ...

Enfin, pensez-vous que l'AECG, qui semble novateur sur ce thème, fournira un avantage compétitif aux entreprises canadiennes qui choisiront de se lancer sur le marché européen?

Cet accord est très ambitieux. Il vise bien entendu à favoriser davantage d'échanges commerciaux en facilitant l'accès réciproques aux deux marchés pour les industriels canadiens et européens. Si la quasi suppression des droits de douanes aura des effets bénéfiques immédiats, pour les autres mesures les délais seront plus longs et dépendront de la capacité des industriels à les exploiter : accès aux marchés publics locaux, loi sur les investissements, déplacement temporaire des personnels d'entreprises, reconnaissance mutuelle de qualifications professionnelle, harmonisation des droits de propriété intellectuelle, ...

Les normes à Saint-Pierre et Miquelon

De nombreux entrepreneurs de l'archipel sont dotés d'une **double culture en matière de normes.**

En effet, ces dernières, ainsi qu'une majorité des règlements **nationaux** et directives **européennes** sont appliqués localement (sécurité, santé, protection du consommateur, etc.). D'un autre côté, de nombreuses entreprises sont habituées à travailler avec des matériaux et des fournisseurs qui **respectent des normes et standards canadiens** car ils correspondent mieux aux réalités de l'archipel (situation géographique, climat...).

Cette double approche contribue à développer un important **savoir-faire technique et commercial** (méthodes de travail, connaissances théoriques, sélection des matières premières et fournisseurs...).

Normes, directives et règlements (avec certaines dérogations liées au climat, à l'éloignement géographique et au contexte régional).



Normes et standards volontaires mieux adaptés au climat, à l'environnement régional ainsi qu'à la culture locale.

Bon à savoir

Les Bureaux de Normalisation Sectoriels

Les bureaux de normalisation sont chargés, au même titre que l'AFNOR, d'élaborer des normes, tout **en se concentrant sur un secteur d'activité précis**, et sont agréés par le ministère chargé de l'industrie pour une période limitée. Ils assurent les missions suivantes :

- Animation des commissions de normalisation ;
- Participation aux programmes français et internationaux de normalisation ;
- Préparation des projets de normes ;
- Mobilisation et formation des experts sectoriels.

Quelques exemples : Bureau de normalisation des Techniques et des Equipements de la Construction du Bâtiment , Bureau de Normalisation du Bois et de l'Ameublement , Bureau de Normalisation de l'Aéronautique et de l'Espace....

Dans les domaines communs à un grand nombre de secteurs et dans les secteurs pour lesquels il n'existe pas de BNS agréé c'est le **BN AFNOR** qui est chargé de ces missions.

Quelques exemples : Agroalimentaire, Santé et action sociale, Transport, Energie et TIC...)

La liste des différents bureaux est disponible à l'adresse suivante :

<http://www.afnor.org/metiers/normalisation/organisation-du-systeme-francais-de-normalisation/liste-des-bureaux-de-normalisation-sectoriels>

Sources : AFNOR, Assemblée permanente des chambres de métiers et de l'artisanat

La marque NF

La marque NF est un signe qui utilise les **normes françaises européennes et mondiales** pour constituer des référentiels de qualité spécifiques à différents domaines. Elle sert à certifier qu'un produit ou un service répond à ces différents critères de qualité / sécurité.

C'est la branche certification de l'AFNOR qui assure les contrôles.

Trois types de certifications sont délivrées en fonction du produit / service concerné :



Sources : AFNOR

Le marquage CE

Le marquage CE a été créé dans le cadre de la législation européenne. Il matérialise la **conformité d'un produit aux exigences communautaires** incombant au fabricant du produit. Il doit être apposé **avant qu'un produit ne soit mis sur le marché européen**.

Il est **obligatoire** pour tous les produits **couverts par une ou plusieurs directives européennes** et confère à ces produits le **droit de libre circulation sur l'ensemble du territoire de l'Union européenne**.

Pour apposer le marquage "CE" sur son produit, le fabricant doit **réaliser ou faire réaliser, des contrôles et essais qui assurent la conformité du produit aux exigences essentielles définies dans la ou les directives concernées**.

Plus d'information :

http://www.do.etat.lu/ProhibRestrict/SecuriteProd/ce_brochure_fr.pdf

Liens d'intérêt dans ce domaine en France

CACIMA : jeannette.boiret@cacima.fr

CCI France International : <http://www.cci-france-international.org/>

AFNOR : <http://www.afnor.org/>

COFRAC : <http://www.cofrac.fr/>

Principales sources d'information utilisées dans ce bulletin :

AFNOR, ISO, CEN, europaeu, DG Trésor, Direction Générale des Entreprises



Are you looking for opportunities in the region?

CACIMA and FCCC-AN can facilitate your exploration and partnership initiative. (see contact details on p.4)

In this issue :

Useful knowledge 2

A word from an expert 3

! “Standard” vs. “Norme” in french

“Standard”

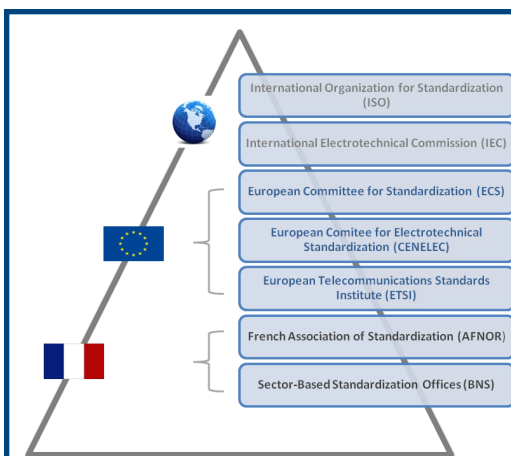
Developed by industrialists within consortia or trade associations. In French the word “standard” refers to Anglo-Saxons “*de facto standards*”.

“Norme”

Developed by national and international organizations that are officially accredited by one or more states or countries. In French the word “norme” refers to Anglo-Saxons “*de jure standards*”.

In this bulletin, the word **standard** refers to this second category.

Standardization



In France standardization is governed by Decree No84-74, dated January 26, 1984 and 93 1235, dated November 15, 1993. Jurisdiction has been **entrusted to AFNOR** and subdivided between **sector-based standardization offices**. (see p.4).

AFNOR is full member of CEN and ISO. It is, therefore, **required to implement the EN (developed by CEN)** and to withdraw national standards that deal with the same subject. **As for ISO, this is done on case by case basis.**

A French approved **standard** is identified by the letters **NF**. (not to be confused with the NF mark, see p.4).

A **standard** in the approval phase is considered experimental and is identified by **using the inscription XP** (for a maximum of 5 years).

A **standard is not mandatory**. It is a reference document which represents companies’ **voluntary commitment** to satisfying a recognized and approved level of quality and safety.

However, approximately **1%** of standards have been made **mandatory** through **regulations or law decree**.

90% the percentage of the French standards that come from the **global system of standardization (CEN/ISO)**

Source : AFNOR

Régulations, directives and standards

Products and services provided in France are **required to comply with the regulations and the laws of France**. Regulations may reference a standard in order to meet its requirements. Referencing a standard does not make it mandatory, but compliance with the standard results in a **presumption of conformity with regulations**.

European directives are taken by the EU and used to set targets for member states. They become **mandatory** only when they have been **incorporated into national law**.

In both cases, the vast majority of the documents which establish safety, health, and environment requirements, make reference to standards.

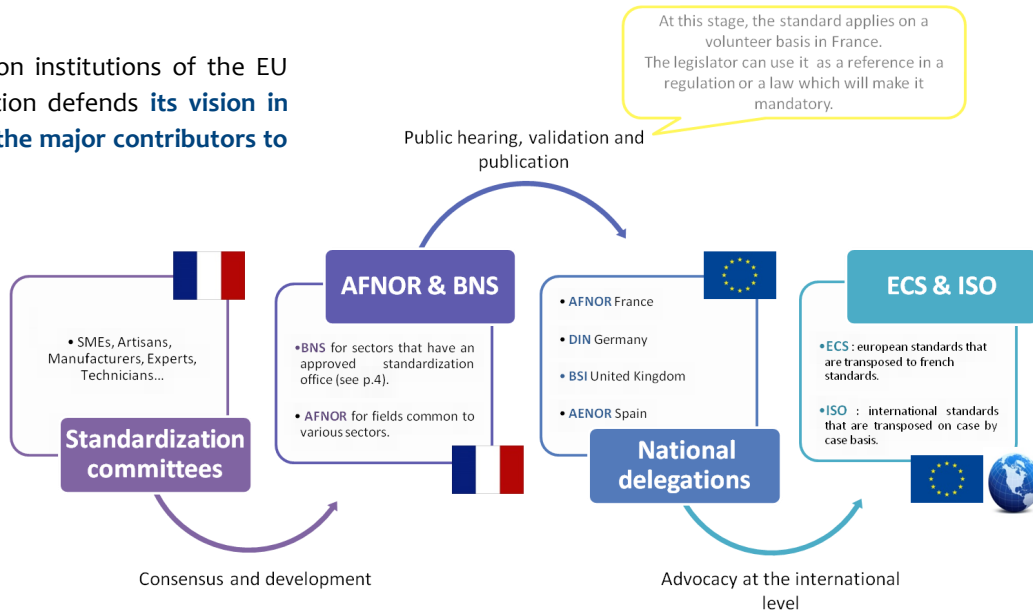
The application of standards thus facilitates compliance with future national regulations and directives.

Useful knowledge

The standardization process

As a member of the standardization institutions of the EU and the world, the French delegation defends **its vision in CEN and ISO**. France is also one of the major contributors to the work of these organizations.

This is especially important, since today, **standardization is mainly European** : out of 10 new standards, 8 are developed by the European Committee for Standardization (CEN), one is French (AFNOR) and one is international (ISO).



Certification

Certifications make it possible to establish **the compliance of products / services** (organic farming, red label, NF ...), management systems (ISO 9001, ISO 14001 ...), personnel (auditors, buildings inspectors)... with respect to specified requirements (including standards). These certifications are provided solely by **accredited inspection bodies**. In France it is the **Comité Français d'Accréditation (COFRAC)**, which accredits and monitors certification and inspection bodies, and laboratories that carry out analysis and tests or trials.

The accreditation is valid only for a specific field of expertise. You can search the list of accredited organizations on the dedicated page of the COFRAC site:

http://www.cofrac.fr/fr/easysearch/index_advanced.php

! Compliance with voluntary standards may be done through a supplier's declaration of sole responsibility, through which the supplier commits to ensuring the quality of its production its services, or its organization.

Source : COFRAC/AFNOR

Standardization and certification in CETA

CETA aims to ensure that the technical regulations, standards and the procedures for the testing and certification of products do not **create any unnecessary obstacles to trade**. In order to do this, it provides :

- o the steps to follow when applying for recognition of **equivalent technical regulations** ;
- o the mechanisms for transparency relating to the development of standards, technical regulations and procedures for testing and certification of products ;
- o the creation of a committee whose mandate is to identify trade irritants and resolve them quickly ;
- o the development of **a new framework for the recognition of product certification agencies** for sectors in which the CE mark is required.

As a result, Canadian companies **will be able to test and certify their products in Canada, according to the European requirements**.

A manufacturer will thus be able to choose among a larger number of agencies located closer to its production sites. **Delays and costs will be reduced**. This mechanism will represent an advantage for Canadian companies, who wish to access the European market.

The objective is to reduce regulatory barriers resulting from the standards currently in place and to optimize convergence in order to achieve common standards (internationally recognized standards). **The agreement should enable the smooth operation of both systems, as well as cooperative measures which allow companies to avoid duplication of their efforts.**

Sources : Direction Générale du Trésor; Ministère de l'Economie, de l'Innovation et des Exportations du Québec

A word from an expert



Interview with Mr. Alain Khemili, Head of Department [3i]: Innovation, Industry, Economic Intelligence with CCI France.

Standards and certification processes are often seen as obstacles by companies that are planning to enter the international market? Is this really the case?

Quite the contrary. Standards are public documents, accessible to all who set the rules of the game, that are developed consensually by the parties (suppliers, users, public authorities, consumers, ...). Thus, they precisely define the terminology in a sector, the technical specifications for products, processes, and services, the conditions for system interoperability ... all of which will facilitate exchanges and mutual understanding between a supplier and customer. The technical harmonization process brought about by international standardization will also remove technical and eventually trade barriers. The European case is emblematic: the European standardization process is gradually replacing 28 national standards by a single European standard. One can imagine the simplification for businesses.

Certification, which only applies to a very small part of the standards, is a vote of confidence for users and consumers. It allows a neutral and independent third party (the certifier) to certify the compliance of a product, service or system with an accepted reference. In international tenders, being certified to an ISO standard is often a prerequisite requested by contractors.



Do you have any concrete examples that illustrate the benefits of compliance with voluntary standards in accessing European markets for foreign companies?

Within the scope of the "New Approach" European directives, European regulations set, in the form of mandatory "essential requirements", the objectives that must be met in order to ensure the safety and health of persons or the protection of the environment; they set performance requirements. They then refer back to the standards to specify solutions to achieve these objectives. For foreign manufacturers, compliance with these standards gives "presumption of conformity" with the European regulations and allows them to affix the CE marking on products. The New Approach directives cover a very broad spectrum since they concern the electromagnetic compatibility of products, low-voltage electrical equipment, building products, personal protective equipment, medical devices, pressure equipment, machinery, ...

Finally, do you think that CETA, which seems innovative on this subject, will provide a competitive advantage to Canadian companies which choose to enter the European market?

This agreement is very ambitious. It aims of course to further promote trade by facilitating reciprocal access to both markets for Canadian and European manufacturers. While virtually removing customs duties will have immediate beneficial effects, other measures will take longer and will depend on the ability of manufacturers to exploit them: access to local public procurement, investment law, temporary movement of a company's workers, mutual recognition of professional qualifications, harmonization of intellectual property rights, ...

Standards in Saint-Pierre and Miquelon

Many entrepreneurs in the archipelago are equipped with **a dual culture when it comes to standards.**

Indeed, the standards, as well as a majority of **national regulations** and **European directives** are applied locally (safety, health, consumer protection, etc.). On the other hand, many companies are used to working with materials and suppliers **that meet Canadian standards (de jure and de facto)** because they better correspond to the realities of the archipelago (geographical location, climate ...).

This dual approach helps to develop significant **technical and commercial expertise** (working methods, theoretical knowledge, selection of raw materials and suppliers ...).

Standards, directives, and regulations (with certain derogations related to the climate, the geographical remoteness and regional context



Voluntary standards more suited to the climate, the regional environment, as well as to the local culture.

Useful knowledge

Sector-based standardization offices

Standardization offices are responsible, in the same way as AFNOR, for developing standards, while **focusing on a specific area of activity**, and are approved by the Ministry of industry for a limited period. They provide the following services:

- Animation of the standardization committees;
- Participation in the French and international standards programs;
- Preparation of draft standards;
- Training of industry experts

Examples: Standardization Office for Construction and Building Techniques and Equipment Standardization Office for Woodworking and Furniture, Standardization Office for Aeronautics and Space...

In fields common to a large number of sectors or in sectors for which there is no approved BNS, it is the **AFNOR BNS** which sets the standards.

Examples : agri -foods, health and welfare, transportation, energy and ICT...)

The list of the different offices is available at the following address :

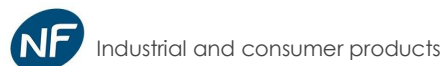
<http://www.afnor.org/metiers/normalisation/organisation-du-systeme-francais-de-normalisation/liste-des-bureaux-de-normalisation-sectoriels>

Sources : AFNOR, Assemblée permanente des chambres de métiers et de l'artisanat

The NF brand

The NF mark is an indication that **French, European and global standards were used** as a sector specific reference standards for quality. This mark is used to certify that a product or service meets quality/safety criteria. **It is the AFNOR certification branch that ensures compliance.**

Three types of certifications are issued according to the product / service:



Sources : AFNOR

CE The CE mark

The CE marking was created within the framework of European legislation. It represents the **compliance of a product with EU requirements**, which is the responsibility of the manufacturer of the product. The CE marking must appear on a product **before it is put on the European market**. It is **mandatory** for all products **covered by one or more European directives** and confers on these products **the right to move freely throughout the territory of the European Union**.

In order to place a "CE" mark on its products, a manufacturer must **carry out, or have carried out by others, various inspections and tests to ensure that the product complies with the essential requirements** defined in the directives concerned.

For more information :

http://www.do.etat.lu/ProhibRestrict/SecuriteProd/ce_brochure_fr.pdf

Links of interest on this topic in France

CACIMA : jeannette.boiret@cacima.fr

CCI France International : <http://www.cci-france-international.org/>

AFNOR : <http://www.afnor.org/>

COFRAC : <http://www.cofrac.fr/>

Principal sources of information utilized in this bulletin :

AFNOR, ISO, CEN, europa.eu, DG Trésor, Direction Générale des Entreprises

INTELL-ECHO



The Economic Information Observatory is a regional cooperation project established between Atlantic Canada and Saint-Pierre and Miquelon. The publication of this information bulletin is made possible through the sponsorship of the Atlantic Canada Opportunities Agency and its various programs supporting research initiatives, linguistic minorities and business development, and the Province of New Brunswick as well as the Université de Moncton, Shippagan Campus, and the Prefecture and Territorial Council of Saint-Pierre and Miquelon.

Editorial Production :
Project manager : Mrs Janick CORMIER
Chambre d'Agriculture, de Commerce, d'Industrie, de Métiers et de l'Artisanat
Intell-echo@cacima.fr

© Observatoire CACIMA 2015.

Information Policy: The aim of this project is to provide useful information to stakeholders seeking to promote regional cooperation between Atlantic Canada and Saint-Pierre and Miquelon. Information supplied herein may be used on the condition that the Intell-Écho bulletin be cited as a source.

Responsibility: The project team is not responsible for the information resources supplied in this bulletin (content, links, changes, updates, most recent statistical data) nor for decisions or actions undertaken based on information supplied herein.

L'Observatoire d'information économique est un projet de coopération régionale entre le Canada atlantique et Saint-Pierre et Miquelon.

La publication de ce bulletin est rendue possible grâce au soutien de la Préfecture et du Conseil territorial de Saint-Pierre & Miquelon, à l'appui des programmes de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique en faveur de la recherche, des minorités linguistiques et du développement des entreprises, ainsi qu'à celui de la Province du Nouveau-Brunswick et de l'Université de Moncton, campus de Shippagan.

Réalisation :
Chef de projet : Mme Janick CORMIER
Chambre d'Agriculture, de Commerce, d'Industrie, de Métiers et de l'Artisanat
Intell-echo@cacima.fr

© Observatoire CACIMA 2015.

Politique d'information : L'objectif du projet est de fournir l'information utile aux acteurs œuvrant pour la coopération régionale Canada atlantique — Saint-Pierre et Miquelon. L'information disponible dans ce bulletin peut être utilisée à condition de mentionner le bulletin Intell-Écho comme source.

Responsabilité : L'équipe de projet n'est pas responsable des ressources d'information signalées (contenu, liens suggérés, changements, mises à jour) ni des résultats en découlant suite aux décisions prises après consultation.



4 boulevard Constant Colmay
BP : 4207
97500 Saint-Pierre & Miquelon
Du/From Canada :
Tél : 0 11 508 41 05 30
De/ From France :
Tél : 05 08 41 05 30
Email : intell-echo@cacima.fr



CHAMBRE
DE COMMERCE FRANÇAISE
AU CANADA
FRENCH CHAMBER
OF COMMERCE
IN CANADA

333, avenue Acadie Avenue
Dieppe (NB) E1A 1G9
From Canada : 1 506 877 5014
From France : 00 1 506 877 5014
Email: direction@ccfcra.ca
Site : www.ccfcra.ca